

**Unité Bidépartementale
du Calvados et de la Manche
1 rue du Recteur Daure
CS 60040
14070 CAEN**

CAEN, le 17/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ISB FRANCE

Rue Augustin Fresnel
35400 Saint-Malo

Références : 2023-121

Code AIOT : 0005301026

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2022 dans l'établissement ISB FRANCE implanté Route de Saint Pierre sur Dives BP 18 14370 Moulton-Chicheboville. L'inspection a été annoncée le 18/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite annuelle d'un site classé prioritaire au titre du plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection des Installations Classées

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ISB FRANCE
- Route de Saint Pierre sur Dives BP 18 14370 Moulton-Chicheboville
- Code AIOT : 0005301026
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société ISB FRANCE exploite une installation de stockage et de traitement du bois sur la commune de Moulton-Chicheboville. L'établissement de Moulton dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 9 juillet 2019. Il relève de la directive IED en raison de sa capacité journalière de traitement de bois (emploi de produits de préservation du bois - rubrique 3700 de la nomenclature des Installations classées pour la protection de l'environnement). L'établissement est classé Seveso seuil bas au regard de la quantité totale de produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 susceptible d'être présente (rubrique 4510).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques chroniques (rejets atmosphériques, rejets d'effluents liquides, surveillance des émissions, nuisances sonores, ...)
- contrôles par sondage des équipements de défense incendie

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 3.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
2	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 3.2.4	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
3	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 10.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Protection des ressources en eaux	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 4.5.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
16	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 8.8.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
18	Dispositions relatives au stockage de bois	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 9.3.2.	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 8.4.1	/	Sans objet
15	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 8.8.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Protection des ressources en eaux	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 4.1.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Protection des ressources en eaux	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 4.1.2	/	Sans objet
7	Protection des ressources en eaux	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 4.4.4	/	Sans objet
8	Protection des ressources en eaux	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 10.1.2	/	Sans objet
10	Protection des ressources en eaux	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 10.1.3	/	Sans objet
13	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 10.1.5	/	Sans objet
17	Conditions particulières de mise en œuvre de la préservation du bois	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 9.1.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection était principalement axée sur des thématiques "risques chroniques". Il n'a pas été relevé d'écart majeur. Un écart notable a été corrigé rapidement au cours de l'inspection : la situation de conteneurs de GO dans un local non affecté à cette destination, sans rétention et à proximité du bassin d'infiltration du site a été remise en ordre rapidement. Une autre mauvaise pratique pose question quant à la vigilance de l'exploitant à faire respecter les prescriptions techniques de sécurité de son établissement, à savoir le non respect localisé d'une des allées coupe-feu de 12 m de large sous l'auvent de stockage du bois (Bâtiment B) et repérées au sol.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conditions de rejets (hauteur, diamètre, débit)
<p>Constats : L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des rejets atmosphériques réalisés par la société ATEX Développement basée à SERENT (56) consultable sur site. Il date du 18 avril 2019. Les mesures ont porté sur les sorties des deux cyclofiltres.</p> <p>Les valeurs de rejet en poussières sont déclarées conformes (en concentration et en flux); le débit mesuré pour le conduit n°1 excède de quelque % la valeur nominale mentionnée à l'article 3.2.3 de l'arrêté d'autorisation du 9 juillet 2019. Les hauteurs de rejet et le diamètre des conduits de rejet ne sont pas mentionnés dans le rapport de mesure.</p> <p>L'exploitant a communiqué après l'inspection le rapport des contrôles des rejets atmosphériques réalisés le 13 décembre 2022.</p> <p>Les valeurs en concentration et en flux de poussières sont corrects, mais les débits respectifs excèdent notablement les valeurs nominales de 10 à 20% selon les conduits.</p> <p>L'exploitant justifiera les débits mesurés, attestera de la conformité des conditions de rejets en termes de hauteur des points de rejet et de diamètre des conduits.</p> <p>L'examen du rapport ne permet pas de statuer sur la conformité des mesures avec la méthode normalisée en vigueur pour des mesures de poussières, ni sur l'agrément de l'organisme de contrôle par le ministère en charge des installations classées.</p> <p>Sans remettre en cause l'efficacité des cyclofiltres, il convient de procéder aux contrôles réglementaires annuels des rejets réalisés selon les normes en vigueur par un organisme agréé à cet effet.</p> <p>L'exploitant procédera sous 6 mois aux contrôles des rejets atmosphériques de ces deux émissaires et transmettra le rapport de contrôle à l'inspection des installations classées dès réception.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Valeurs limites des émissions de poussière
<p>Constats : Comme constaté précédemment, les mesures réalisées en avril 2019 et décembre 2022 donnent des résultats conformes bien inférieures à la valeur limite d'émission en poussière fixée à 20 mg/Nm3 et un flux global de 1 kg/h. En effet, l'ordre de grandeur des résultats des mesures pratiquées sont comprises entre 0,1 et 0,2 mg/Nm3. Mais, la représentativité des mesures pose question.</p> <p>L'exploitant doit procéder à des contrôles réglementaires de ses rejets atmosphériques selon les normes en vigueur par un organisme agréé à cet effet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 10.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence des mesures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Mesure annuelle des rejets des conduits n°1 et n°2
Constats : L'exploitant doit veiller à respecter la fréquence annuelle de contrôle prescrite à l'article 10.1.1 de l'arrêté d'autorisation du 9 juillet 2019. La surveillance des rejets atmosphériques était visiblement calée sur une périodicité triennale. L'exploitant doit modifier les modalités de suivi de ses installations de traitement des rejets atmosphériques de manière à rétablir une fréquence annuelle de contrôle des poussières par un organisme agréé par le ministère chargé des installations classées à réception du présent rapport. Il s'engagera en ce sens sous un mois auprès de l'Inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Protection des ressources en eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Respect des limites fixées au prélèvement maximal annuel et au débit maximal journalier
Constats : L'exploitant procède au relevé des consommations d'eau mensuellement. Les valeurs relevées de janvier 2022 à novembre 2022 permettent d'estimer une consommation totale de 10 930 m ³ sur cette période, soit une valeur moyenne annuelle estimée à 11 900 inférieure à la valeur limite fixée à 12 500 m ³ /an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Protection des ressources en eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Limite de la consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Respect de la valeur limite de la consommation spécifique fixée à 0,45 m ³ /tonne de bois traité
Constats : L'exploitant a présenté le résultat du calcul de sa consommation spécifique qui s'établit à 0,21 m ³ par tonne de bois traité. Cette valeur est inférieure à la valeur maximale à respecter fixée à 0,45 m ³ / t de bois traité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Protection des ressources en eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Contrôle des fiches de suivi des équipements
Constats : Ce point de contrôle n'a pas pu être mené dans le temps imparti de l'inspection. Il sera contrôlé lors des prochains contrôles annuels de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Protection des ressources en eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 4.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejets des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Respect des valeurs limites
Constats : L'exploitant transmet semestriellement les résultats des contrôles des rejets des eaux pluviales. Les résultats des contrôles menés les 14 mars et 20 septembre 2022 sont conformes aux valeurs limites de rejets, en particulier les concentrations en hydrocarbures, en matière en suspension et en cyproconazole sont respectivement de : -HCT en mg/l : <0,05 / 0,09 pour une VLE à 10 mg/l ; -MES en mg/l : 9 / 22 pour une VLE à 35 mg/l ; -Cyproconazole en µg/l : 0,037 / <0,025 pour une VLE à 0,1 µg/l. L'inspection relève la rigueur du suivi des rejets des eaux pluviales et des eaux souterraines.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Protection des ressources en eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 10.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Fréquence semestrielle de la mesure des paramètres réglementés
Constats : L'Inspection constate le respect de la fréquence des contrôles ainsi que l'interprétation des résultats obtenus en tendanciel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Protection des ressources en eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 4.5.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Effets sur les eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Implantation des ouvrages
<p>Constats : L'Inspection constate la mise en œuvre du suivi semestriel prescrit de la qualité des eaux souterraines. Le réseau de surveillance est constitué de 5 piézomètres et d'un puits. Lors de la visite des installations, l'inspection a procédé à un contrôle visuel de l'état des piézomètres et de leur protection vis-à-vis de risque d'agression et d'acte de malveillance. Il n'a pas été relevé d'anomalie à l'exception de la tête du puits dont la protection n'a pas semblé particulièrement robuste. La visite du local où est situé ce puits a révélé la présence de 3 conteneurs GRV de carburant ignorée du responsable réglementaire du groupe ISB France et du responsable logistique. Ces conteneurs n'étaient pas placés sur rétention et n'étaient aucunement signalés à l'entrée du local. Ils n'avaient aucune raison de se trouver à cet emplacement étant donné que les carburants sont stockés dans une cuve dédiée située dans un local prévu à cet effet. Facteur aggravant, le local est situé à proximité du bassin d'infiltration des eaux pluviales, ce qui signifie qu'en cas de fuite d'un GRV, il est probable que les écoulements auraient rejoint le bassin d'infiltration vu la pente de la dalle. Cette situation non conforme a été rapidement corrigée par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant recherchera les moyens de renforcer la protection du puits sous un mois. L'exploitant rédigera un rapport d'incident relatif au constat de la présence de 3 conteneurs GRV présents dans le local situé près du bassin d'infiltration pour en analyser les causes humaines et organisationnelles et définir des mesures préventives permettant d'éviter le renouvellement de telle situation. Le rapport d'incident et le plan d'actions associé seront transmis à l'inspection sous un mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 10 : Protection des ressources en eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 10.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Fréquence des analyses et interprétation des résultats
<p>Constats : L'Inspection a permis de constater que la fréquence d'analyse, les paramètres à rechercher et l'interprétation des résultats des analyses étaient réalisés correctement par un bureau d'étude spécialisé et régulièrement transmis à l'Inspection. Le dernier rapport semestriel a été transmis à l'inspection quelques jours avant la visite de contrôle de l'établissement. Les résultats d'analyses mettent en évidence une tendance globale à l'amélioration des résultats. En particulier, les résultats d'analyses pour le puits poursuivent leur amélioration :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la teneur en propiconazole et la somme des pesticides diminuent pour être de l'ordre de grandeur de la NQE, - la teneur en cyproconazole est passée en dessous de la limite de quantification du laboratoire, - seule, la teneur en chrome a augmenté de 8 µg/l à 26 µg/l. Une attention particulière lors des prochaines campagnes d'analyses devra être portée sur ce paramètre polluant de manière à apprécier l'évolution en tendanciel des résultats et le cas échéant, prévoir des investigations complémentaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 10.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Mesure périodique du niveau de bruit
<p>Constats : Le dernier contrôle des émissions sonores a été réalisé le 7 février 2020. Le prochain contrôle est à prévoir le 7 février 2023.</p> <p>Les résultats du contrôle du 7 février 2020 montrent un faible dépassement au point C du réseau de contrôle des émissions sonores du site : 66,5 dBA pour un niveau sonore limite admissible fixé à 65 dBA en période de jour. Il convient de noter que les enjeux sonores dans la zone d'activités sont faibles et les sources sonores sont en grande partie externes et liées au trafic routier de véhicules légers et de poids-lourds. Le trafic routier est en voie d'accroissement avec le développement de plateforme logistique.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer du référentiel employé par l'organisme de contrôle pour apprécier la conformité des résultats car, les valeurs limites de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 ne sont pas celles retenues dans l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 9 juillet 2019. L'exploitant transmettra le rapport de contrôle des émissions sonores à réception du présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 8.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Matériels utilisables en atmosphères explosives
<p>Constats : L'Inspection a consulté la mise à jour du 18 juillet 2022 du dossier relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) réalisé avec l'assistance de la société ATEX Développement.</p> <p>Le contrôle par sondage du document a suscité des interrogations auxquelles l'exploitant n'a pas été en capacité d'apporter des réponses satisfaisantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour le stockage des copeaux et sciures, il est indiqué que le changement des pales des écluses est à réaliser sans que soit précisé si ce changement a été effectivement opéré ; l'exploitant précise que le changement est à déclencher suite à un contrôle d'usure interne sachant qu'il y a également une fréquence de changement définie (2 ans) ; la situation des pales des écluses au regard de la fréquence de changement recommandée ou de contrôle d'usure est à clarifier; - pour les ventilateurs du cyclone à copeaux, il est mentionné de contrôler le serrage des roulements sur l'arbre : la suite donnée à ce commentaire du DRCE (p21/47) n'a pas pu être établie lors de l'inspection. <p>L'Inspection demande à l'exploitant de faire un point précis de la situation des installations ayant fait l'objet d'observations ou de recommandations dans le cadre de la mise à jour du DRPCE de manière à statuer clairement sur ce qui a été réalisé et ce qu'il resterait à faire.</p> <p>Pour les travaux et/ou contrôles encore à faire, l'exploitant proposera un échéancier de réalisation raisonnable et justifié.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 8.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Entretien des moyens d'intervention
<p>Constats : Différents rapports de contrôle ont été examinés par sondage : les extincteurs (visite le 17/11/22), les RIA contrôlés le 12/10/22, poteaux incendie internes vérifiés le 12/10/22, la centrale incendie contrôlée le 4/04/22 par SIEMENS, le contrôle thermographique des installations électriques le 14/04/22, les dispositifs de désenfumage le 21/07/22 par SCUTUM Incendie. Cela n'a pas suscité d'observation particulière. Lors de la visite des installations, il a été vérifié par sondage la mention du contrôle pour des extincteurs et des RIA de l'établissement sans observation. L'absence de défaut de fonctionnement de la centrale incendie a été vérifiée.</p> <p>L'atelier de rabotage dispose de système d'extinction automatique à eau (buses d'aspersion couplées à dispositif de détection d'étincelles). Un essai en réel a montré la nécessité de remplacer les tuyauteries d'alimentation des buses en PVC par des tuyauteries en acier galvanisé. Des éléments de tuyauteries en PVC ne supporteraient pas la pression d'eau lors de l'activation du dispositif. Cette démarche résulte d'un retour d'expérience du site de Nantes où le déclenchement du système aurait révélé cette faiblesse de conception. L'exploitant s'est engagé à réaliser ces travaux de renforcement pour février 2023 sur son site de Moul. L'exploitant informera l'Inspection de la mise en œuvre de ce retour d'expérience interne groupe ISB sur son site de Moul. Il fera en particulier un point complet de la situation de ses installations d'extinction automatique vis-à-vis de cette problématique pour fin mars 2023 et le cas échéant, précisera les mesures compensatoires adoptées dans l'attente des travaux de renforcement.</p> <p>De plus, l'Inspection a noté que le dernier contrôle du dispositif Firetrex (système d'extinction fixe avec bouteille CO2) associé à une armoire électrique consultable sur site était daté du 6 avril 2021. Il est de bonne pratique de contrôler annuellement ce type d'équipement de sécurité à l'instar de ce que le groupe ISB pratique sur ces autres sites.</p> <p>L'exploitant procédera au contrôle de ce dispositif sous deux mois et informera l'Inspection du résultat du contrôle dans les meilleurs délais.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 8.8.4
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Disponibilité opérationnelle des ressources en eau
<p>Constats : L'Inspection a relevé que l'exploitant disposait des résultats des contrôle des poteaux incendie externes (rapport de vérification par la société ASUR de mars 2021). Les débits individuels des poteaux sont corrects.</p> <p>L'Inspection rappelle qu'il revient à l'exploitant d'effectuer une vérification périodique a minima annuelle de la disponibilité des débits.</p> <p>Il lui revient donc de vérifier annuellement que les débits des poteaux incendie externes susceptibles d'être utilisés par le SDIS sont corrects.</p> <p>De plus, l'exploitant doit également s'assurer périodiquement (au moins tous les ans) que les deux poteaux incendie identifiés dans son arrêté d'autorisation d'exploiter peuvent délivrer en simultanée 120 m³/h. Le contrôle de ASUR ne permet de se prononcer sur le respect de ce débit minimum requis en fonctionnement simultané des deux poteaux.</p> <p>La réserve incendie de 360 m³ était remplie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Conditions particulières de mise en œuvre de la préservation du bois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 9.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et contrôle des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Contrôle d'étanchéité des équipements, des rétention et des aires de stockage et nettoyage des cuves
<p>Constats : L'Inspection a ciblé son contrôle sur les rétentions de l'atelier de traitement du bois, tout particulièrement la rétention métallique de la cuve de produit de traitement concentré qui était souillée et présentait des zones de corrosion marquée en partie basse lors du précédent contrôle.</p> <p>Il a été relevé que les travaux de remise en état de cette rétention avaient été menés.</p> <p>La situation des rétention des produits de traitement n'a pas suscité d'observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Dispositions relatives au stockage de bois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 9.3.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le stockage de bois sur le site respecte les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• les stockages de bois sont éloignés des limites de propriété d'une distance minimale de 10 m ;• une allée de 7 m minimum est conservée entre les îlots de bois afin de permettre le passage des engins de manutention ;• des allées coupe-feu de 12 m de largeur sont aménagées sous l'avent de stockage du bois (Bâtiment B) permettant de créer 3 zones de stockages de 5 000 m² maximum pour répondre aux prescriptions du SDIS ;• les îlots de stockages sont matérialisés au sol. Les emplacements correspondent à ceux définis dans le dossier de demande d'autorisation, (...)
Constats : Lors de la visite des installations, l'Inspection a relevé que l'une des allées coupe-feu (la plus au nord) de 12 m de largeur aménagées sous l'avent de stockage du bois (Bâtiment B) permettant de créer 3 zones de stockages de 5 000 m ² maximum n'était pas respectée : des piles de bois étaient positionnées pour partie dans l'allée. De plus, la matérialisation au sol des allées coupe-feu n'est plus visible selon les endroits. L'exploitant doit restaurer la matérialisation au sol des allées coupe-feu du bâtiment B et les faire respecter dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois